



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

J. de Gaulle.

N° 272 Décembre 2011

*Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote*

<http://www.lemil.org>

2012

## SARKOZY OU LA DÉCADENCE IL FAUT CHOISIR

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du M I L

Après une longue période de confusion, la situation électorale de la France est en grande partie décantée. Les forces appelées à s'affronter au printemps 2012 sont dans l'ensemble identifiées et elles

prennent leurs positions sur le champ de bataille. En particulier, le champion de la gauche pour l'élection présidentielle est désigné ; c'est François Hollande. Bien entendu, comme toujours, le com-

bat consistera en un affrontement entre la droite et la gauche. Il pourra y avoir quelques trouble-fête, mais, à l'arrivée, le vainqueur sera soit la gauche, soit la droite.

### PREMIÈRE PHASE : EUPHORIE À GAUCHE

Les chiffres sont éloquentes : au début du mois de novembre, le candidat de gauche à la présidentielle était crédité de 62 % des suffrages. A quoi était due cette disproportion extravagante entre les deux camps ?

D'abord, sans doute, à une raison conjoncturelle. La primaire socialiste avait bénéficié d'une promotion médiatique qui avait pulvérisé toutes les bornes de l'équité.

La personnalité de M. Hollande jouait aussi son rôle. Comment peut-on haïr M. Hollande, surtout quand il bénéficie du repoussoir de Mme Aubry ? Même dans le camp d'en face, il n'avait pas d'ennemis farouches.

Il faut aussi avouer que l'impopularité de Nicolas Sarkozy facilitait les choses pour son adversaire. Père Fouettard anti-social pour la gauche, il déçoit une partie de la droite, qui lui reproche certains gestes du début de son quin-

quennat (comme l'ouverture à gauche). Pour elle, il n'est pas assez président, pas assez père de la nation, pas assez gaullien.

L'euphorie à gauche est due aussi à la suprématie restaurée du parti socialiste, qui semble éloigner le risque de l'amère surprise de 2002 (Jospin absent du deuxième tour).

Les alliés du PS ne font pas peur. À l'extrême-gauche, Mélenchon affiche des positions qui inquiéteraient si on les prenait au sérieux, mais sa façon de distraire et désamorcer les inquiétudes.

Reste le cas d'Eva Joly. Il est vrai qu'elle n'a pas grand-chose pour elle. C'est déjà une singulière indécence de prétendre représenter et pour ainsi dire incarner, un pays dont elle ne fait que baragouiner la langue. Elle semble avoir au plus profond d'elle-même un compte à régler avec la France dont elle s'acharne à extirper tout ce qui l'a constituée au cours des

siècles. Mais, dans un premier temps, on met tout cela sur le compte d'un magistrat incorruptible qui fustige toute tentation de relâchement.

Pendant que François Hollande, lyrique, promet de «réenchanter le rêve de la France», la droite de gouvernement se débat dans des difficultés qui ne peuvent que la rendre impopulaire.

L'euphorie de la gauche n'est pas troublée non plus par Marine Le Pen, qui pourra peut-être même priver la droite de second tour à la présidentielle. En attendant, elle continue à exercer le ministère du verbe afin de ratisser large, se situant à la fois à droite de la droite et à gauche de la gauche, invoquant de Gaulle pour faire enrager la vieille garde de papa, qu'elle juge encombrante, et proposant, en effet, une sorte de gaullisme taillé à coups de serpe, à la fois national et social.

## RETOUR À LA RÉALITÉ : LE PS DÉVOILÉ

C'est très beau de vouloir, avec François Hollande, «réenchanter le rêve des Français», mais l'ennuyeux, c'est que le rêve est condamné à s'évanouir avec le réveil. Dès lors, quand la réalité quotidienne se saisit de nous, la formule apparaît avec sa vraie valeur, celle, comme disait Verlaine, d'un «bijou d'un sou». Elle est à l'image de son auteur. Pourtant, il fait ce qu'il peut, M. Hollande. Ayant renoncé, en même temps qu'aux rondeurs, à l'humour qui faisait autrefois son succès et son charme, il prend des poses martiales, le visage grave, dans le style empereur romain de bande dessinée. Et puis, il a l'expérience des grandes affaires : n'a-t-il pas été consulté plusieurs fois par le premier ministre Lionel Jospin, qui pourrait peut-être lui donner un bon certificat ? Il a chassé le naturel, mais celui-ci n'est pas revenu au galop et c'est bien un personnage de théâtre qui semble briguer la magistrature suprême. N'allons pas plus loin dans les comparaisons et n'ayons pas la cruauté de son ci-devant camarade Mélenchon, qui l'a assimilé à un capitaine de pédalo.

Il n'est pas étonnant qu'il ait été choisi par son parti et un grand nombre de sympathisants comme leur candidat à l'élection présidentielle. Par parenthèse, quand on voit de quelle souris hollandaise a accouché la montagne de la primaire socialiste, on se dit que Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé n'ont pas eu tort de dénoncer l'opération comme nous l'avions fait nous-mêmes, et que certains, à droite, auraient dû appliquer le principe de précaution avant de chanter les louanges de ce mode de sélection.

Si l'on voulait qualifier en quelques mots la nature profonde du parti socialiste et de la gauche en général, on pourrait dire qu'ils sont irresponsables, démagogues, sans scrupule et déconnectés du temps présent. On pourrait multiplier les exemples qui illustrent ce jugement. On se contentera des plus évidents.

La crise actuelle fait l'objet d'analyses variées quant à son origine

et à son évolution. Il y a pourtant au moins deux points qui rencontrent un accord quasi unanime : la gravité de cette crise et la nécessité de faire des économies sur les dépenses publiques afin d'alléger le poids des dettes écrasantes qui pèsent sur de nombreux pays, en particulier la France. C'est cette conjoncture que choisit F. Hollande pour promettre de recruter soixante mille fonctionnaires supplémentaires dans l'éducation nationale. Cette mesure, déjà nocive en régime de croisière, apparaît comme une véritable provocation dans le moment présent. Elle ne s'explique que par la volonté de favoriser l'électorat de base du socialisme, qui se situe dans l'enseignement. Elle s'accompagne d'une erreur flagrante et démontrée sur le coût de l'opération. Cette erreur est-elle volontaire, relevant d'une incompétence inquiétante, ou bien délibérée, ce qui serait le signe d'un évident cynisme ? Le choix est limité.

Si l'on regarde la réalité en face, on est bien obligé de comprendre et de dire que tout le monde sera touché par les nécessaires mesures de redressement et que l'une des contraintes inéluctables que nous avons à affronter provient des marchés qui, en fixant de fait le taux d'intérêt de nos emprunts, fixent aussi la part de notre budget que nous devons consacrer à leur remboursement. C'est cette réalité élémentaire qui est niée par la gauche quand elle décrète que les «travailleurs», n'ayant aucune responsabilité dans la crise, n'ont pas non plus à en subir la moindre conséquence et quand elle critique Nicolas Sarkozy de prendre des mesures en ayant le regard fixé sur les marchés. C'est aussi pertinent que si l'on critiquait les paysans de s'organiser en fonction des aléas climatiques ou si on leur assurait que, n'étant pas responsables des chutes de grêle, ils ne doivent pas non plus avoir à souffrir des récoltes détruites. Tout cela repose sur la croyance infantile qu'il existerait quelque part un gigantesque magot que quelques individus impitoyablement égoïstes garderaient hermétiquement cadenassé pour que les

braves gens ne puissent pas en profiter. Il suffirait dès lors de leur faire rendre gorge pour que la situation se rétablisse sans efforts de notre part.

Explication par le cynisme, avons-nous dit plus haut. C'est bien le cynisme qu'il faut invoquer à propos de l'engagement d'accorder le droit de vote aux étrangers dans les élections locales, ce qui s'accompagnerait évidemment d'un appel à une immigration massive, avant d'étendre le droit de vote des étrangers à tous les scrutins. Qui pourrait croire que de telles mesures seraient favorables pour notre pays, déjà grevé par un chômage étouffant et en proie à des affrontements communautaires ? Mais qui ne voit que ce serait un moyen pour la gauche de se doter d'une clientèle électorale qui lui assurerait une victoire automatique dans tous les scrutins à venir ?

Pour ne pas allonger la liste, terminons par la question du nucléaire, véritable pierre de touche de l'irresponsabilité de la gauche. Pour présenter comme une évidence la décision de réduire fortement ou de supprimer l'industrie nucléaire, on n'a qu'à prononcer un nom magique, censé répandre la terreur dans les populations sans autre argumentation : Fukushima. On oublie simplement de dire que ce qui s'est produit au Japon résulte de la conjonction de deux conditions extrêmes, un gigantesque raz de marée et un violent tremblement de terre, dont aucune, même isolément, ne peut se produire en France. On pourrait ajouter que, s'il s'agit effectivement d'une catastrophe, celle-ci n'est pas un phénomène unique et n'est pas pire que d'autres, en particulier d'origine minière, qui se sont produites dans l'histoire.

Les esprits étant ainsi mis en condition, on entre dans la phase exaltante des discussions entre verts et socialistes, et à l'intérieur de chaque parti, pour savoir quelle proportion de l'industrie nucléaire française on va sacrifier. Va-t-on discuter sur des critères techniques ou sur des brouilles telles que la possibilité de remplacer l'énergie nucléaire par

d'autres sources d'énergie ? Nullement. On va échanger des centrales accordées aux socialistes contre des circonscriptions électorales accordées aux verts. Bien entendu, l'idée même qu'il faille développer notre parc nucléaire qui est un immense atout pour notre pays n'est même pas évoquée.

On atteint là un degré de bassesse qui devrait disqualifier la gauche de toute prétention à gouverner la France.

Ces quelques exemples montrent que ce n'est pas seulement sur certains points techniques, sur quelques solutions pratiques que les socialistes

et leurs alliés sont critiquables. C'est sur des questions essentielles qu'ils sacrifient les intérêts de la France à des considérations subalternes. Leurs faux-semblants ne résistent pas à l'épreuve des réalités.

## *LES ATOUTS DE NICOLAS SARKOZY ET DE LA DROITE*

A première vue, la lutte est inégale. D'un côté, comme on l'a dit, un président et un gouvernement aux prises avec d'énormes difficultés quotidiennes dont ils risquent d'être rendus responsables. En face, des adversaires qui n'ont rien d'autre à faire, à l'échelon national, qu'à préparer leur stratégie électorale sans être entravés par des actions, éventuellement impopulaires, dont ils auraient à rendre compte. Pourtant, la situation ne se présente pas en ces termes simplistes. Il ne faut pas réduire les comportements, même électoraux, du peuple français à quelques réactions grossièrement élémentaires.

Tant qu'on est encore loin de la date du scrutin, la plupart des gens jugent les futurs candidats par rapport à une idée avantageuse qu'ils se font d'un homme d'Etat qui appliquera exactement la politique qu'ils souhaitent ou par rapport aux espoirs qu'ils ont conçus. L'exercice risque fort d'être défavorable au pouvoir en place, car il est bien rare que celui-ci remplisse toutes les attentes. Souvent même, une mesure qui aura été prise, ou qui ne l'aura pas été, sera suffisante à elle seule, si elle a déplu, pour déclencher les foudres de telle partie de l'électorat. La phrase qui revient le plus souvent dans les conversations est : «Je ne voterai jamais pour un homme qui a fait ceci (ou qui n'a pas fait cela)», sans prendre en considération les actions que l'on approuve.

Mais à mesure qu'on se rapproche de l'échéance, le jugement devient comparatif. On se rend compte qu'on n'a pas à choisir entre un modèle idéal et un homme imparfait, faille et entravé dans son action, mais entre plusieurs hommes (ou femmes)

imparfaits. On choisira donc en fonction d'une sorte de bilan. Par exemple, dans le cas de Nicolas Sarkozy, certains électeurs de droite lui reprocheront de n'avoir pas été assez ferme envers l'immigration, mais ils savent que ce sera bien pire avec la gauche. Comme ils sont sensibles aux valeurs traditionnelles, ils prendront aussi en compte le fait que la gauche au pouvoir légaliserait le mariage entre homosexuels, l'adoption par des couples homosexuels, l'euthanasie, certaines drogues, etc.

Plus généralement, et presque intuitivement, on sera sensible à la façon dont un homme incarne la fonction présidentielle plus même qu'au détail de sa politique. C'est un aspect que Nicolas Sarkozy avait sans doute mal évalué au début de son mandat. Depuis lors, il a sensiblement redressé la situation, non seulement en renonçant à certaines attitudes qui pouvaient passer pour de la désinvolture, mais surtout par la façon dont il a exercé son «métier de président» (le terme n'a rien de restrictif, puisque Louis XIV parlait déjà du «métier de roi»). A ce sujet, son action dans le traitement de la crise financière, que ce soit en 2008 ou aujourd'hui, a été déterminante. Cette crise est si profonde et si complexe que la plupart des Français n'ont pas d'idée très précise des mesures techniques qu'il convient de prendre pour la juguler. Mais tout le monde a été frappé par l'énergie déployée par le Président et par son autorité, qui lui ont permis de peser sur le déroulement des événements.

L'action de Nicolas Sarkozy dans la crise se situe à la jointure de la politique intérieure et de la politique

étrangère. On a coutume de dire que la politique étrangère n'a guère de conséquences électorales. C'est vrai au sens direct du terme, mais la vérité profonde est plus nuancée. Les électeurs sont certainement peu sensibles aux relations diplomatiques traditionnelles que nous pouvons entretenir avec les autres pays. Mais aujourd'hui, ces relations ne sont pas confinées dans des cabinets feutrés, elles sont en grande partie assumées par le chef de l'Etat. C'est une façon pour celui-ci non seulement d'assumer sa fonction, mais d'incarner visiblement la France. Il ne fait guère de doute que les Français voient avec satisfaction notre pays constituer avec l'Allemagne un duo dirigeant à la tête de l'Europe.

Même l'intervention de la France en Lybie, décidée par le président, a dû produire un bon effet, alors que les raisons n'en sont pas d'une évidence aveuglante. On n'est pas absolument obligé de se contenter des raisons humanitaires officielles, conformes au politiquement correct. On peut en revanche avouer discrètement qu'on n'est pas mécontent de voir que la France demeure l'un des rares pays au monde capable d'intervenir de façon déterminante hors de ses frontières en faisant la démonstration impeccable de l'efficacité de son armée et de son armement.

En somme, les Français peuvent vraiment dire, parodiant la formule vaticane lors de l'élection d'un nouveau pape : «Habemus presidentem», nous avons un président, ce qui pourrait les dispenser d'en chercher un autre.

## *LA MOBILISATION POUR LA FRANCE*

Ces quelques constats, évidemment, ont pour objet principal de nous permettre de préparer au mieux les

voies des élections de 2012 en envisageant les deux aspects de la situation : ce que son électorat attend du

président et ce que nous-mêmes nous avons à faire pour assurer sa réélection.

Pendant longtemps, les sondages ont été inquiétants, voire désespérants, même si, pour notre part, nous avons toujours conservé notre sérénité et notre détermination, comme en témoignent nos écrits et nos campagnes d'affichage. Ils ont pris de meilleurs couleurs récemment, au début du mois de novembre. Les commentateurs y ont souvent vu un paradoxe : c'est alors que la crise s'assombrissait que le ciel électoral du président se dégageait. C'est qu'ils portaient de l'idée simpliste que les peuples font payer aux gouvernements la crise qui les frappe, comme en Espagne, en Grèce et, dans une certaine mesure, en Italie. En vérité, les peuples poussent vers la sortie les dirigeants qui donnent l'impression d'être dépassés par les événements et ils les remplacent non pas par des hommes aux paroles de miel, mais par des hommes qui leur paraissent capables de prendre la situation à bras-corps.

Ce sont les mêmes ressorts qui semblent jouer en France, mais avec une distribution des rôles différente. La crise a produit l'effet d'un retour brutal à une réalité rugueuse, voire dramatique. Le décrochage de la

gauche par rapport à cette réalité, son incapacité à s'abstraire de ses vieux refrains, de ses images d'un rose délavé, à trouver des mots adaptés à la situation, à proposer des solutions crédibles, sont apparus crûment. Le comédien Hollande a eu beau forcer sa voix, surjouer son rôle, son personnage s'est mis à pâlir tandis que le lutteur Sarkozy s'imposait de plus en plus.

Si cette analyse est juste, la conclusion pratique s'impose tout naturellement pour le président et pour le gouvernement : il ne faut pas fléchir. Des sirènes aux charmes douteux font déjà entendre leurs voix pour dire qu'il ne faut pas être trop marqué, qu'il faut, par exemple, mettre Claude Guéant en sourdine afin de ne pas effaroucher les timorés. Ce sont ces sirènes-là qu'il ne faut pas écouter. Il faut renforcer la dynamique qui s'est enclenchée, ce que seule peut produire une image globale de fermeté et de détermination. L'Etat et son chef doivent certes apparaître comme protecteurs, non pas sous la forme d'un Etat-nouveau à la sauce social-démocrate, mais comme un Etat fort qui protège le pays en renforçant ses capacités de réaction contre des assauts redoutables.

Pour autant, même si un mouvement prometteur s'est amorcé, il ne faut pas croire qu'il suffira désormais de le laisser courir sur sa lancée. C'est à partir de maintenant que la victoire s'orientera vers un camp ou vers l'autre. Pour notre part, toute notre force militante sera déployée sans réserve en fonction des moyens dont elle disposera.

Il faut que chacun soit bien conscient des enjeux du printemps 2012. Si la gauche l'emportait, ce serait, en quelques semaines, un pas décisif vers la décadence de la France dans tous les domaines. Dès le début, c'est le sort des grandes questions de morale sociale qui serait réglé, celles que l'on jetterait en pâture aux plus fanatiques parce qu'elles ne coûtent rien, celles sur lesquelles il est ensuite impossible de revenir : mariage homosexuel, homoparentalité, euthanasie, drogue. Ce serait aussitôt la faillite sous la poussée des marchés dont on voit dès maintenant la puissance de destruction. Tout vote refusé à Nicolas Sarkozy et à l'UMP serait un pas dans cette direction.

## LES DERNIERES CAMPAGNES MILITANTES DU MIL

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous êtes adhérent du MIL et si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournissons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches). Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative mais vivement souhaitée) : minimum 15 euros



### BULLETIN D'ADHESION

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... Portable ..... Télécopie .....  
 Courriel .....@..... Date et lieu de naissance .....  
 Profession .....

- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €  20 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année ..... :
  - Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
  - Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple (sans journal) : 30 €
  - Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 60 €

Date ..... Signature .....

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex – Site Internet <http://www.ljemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 5 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.

Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale – Dépôt légal à parution)

**MIL : La droite civique, gaulliste et patriote**